



07/10/2013

AP/DE/1

ME/P

PRÉFET D'EURE-ET-LOIR

Direction départementale
de la cohésion sociale
et de la protection des populations
Service environnement et nature

CHARTRES, le

chevalier
Cedric
JCG

ARRETE PREFECTORAL
PORTANT MISE EN DEMEURE A L'ENCONTRE
DE LA **COOPERATIVE AGRICOLE DE LA BEAUCE ET DU PERCHE (CABEP)**
POUR SON ETABLISSEMENT SITUE
AU LIEU-DIT « LE GRAND BOISSAY »
SUR LE TERRITOIRE DE LA COMMUNE DE TOURY

(N°ICPE : 368)

=====

Le Préfet d'Eure-et-Loir,
Chevalier de l'ordre national du Mérite,

Vu la partie législative du code de l'environnement et notamment l'article L171-8;

Vu l'article R. 512-2 du Code de l'environnement ;

Vu l'arrêté préfectoral n°1867 du 1^{er} décembre 2000 autorisant la Coopérative agricole de Toury (aujourd'hui dénommé CABEP), dont le siège social est situé au lieu-dit « Le Grand Boissay », à exploiter une unité de stockage de céréales et station de semence dans les locaux implantés au même endroit à Toury ;

Vu l'arrêté ministériel du 29 mars 2004 modifié relatif à la prévention des risques présentés par les silos de céréales, de grains, de produits alimentaires ou de tout autre produit organique dégageant des poussières inflammables

Vu le rapport de l'inspection des installations classées du 23 août 2013 relatif à la visite d'inspection au titre des installations classées du 21 août 2013 ;

Considérant que la visite d'inspection du 21 août 2013 a mis en évidence que les installations de la Coopérative Agricole de la Beauce et du Perche (CABEP) ne sont pas exploitées conformément aux prescriptions édictées par les arrêtés précités qui lui sont applicables ;

Considérant que ces non-respects sont susceptibles de dégrader le niveau de sécurité du site ;

Considérant que l'inobservation de ces prescriptions est de nature à porter atteinte aux intérêts visés par l'article L. 511-1 du Code de l'environnement ;

Sur proposition de Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture d'Eure-et-Loir ;

ARRETE

ARTICLE 1^{er}

La Coopérative Agricole de la Beauce et du Perche (CABEP) est mise en demeure, pour les installations qu'elle exploite au lieu-dit « Le Grand Boissay » sur la commune de Toury,

- A notification du présent arrêté, de débarrasser l'intégralité de vos silos des poussières recouvrant le sol, les parois, les chemins de câbles, les gaines, les canalisations, les appareils et les équipements, conformément à l'article 13 de l'arrêté ministériel du 29 mars 2004.
- Sous un délai de 1 mois,
 - de mettre sur rétention les stockages de produits liquides polluants (fuel,...) conformément à l'article 1.2.6 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 1^{er} décembre 2000 ;
 - de lever les non-conformités du dernier rapport de vérification des installations électriques mentionnant que ces dernières peuvent entraîner des dangers d'incendie ou d'explosion dans l'établissement, conformément à l'article 9 de l'arrêté ministériel du 29 mars 2004 ;

L'exploitant justifie des actions correctives auprès du Préfet dès leur réalisation.

ARTICLE 2 – NOTIFICATION

Le présent arrêté sera notifié à la Coopérative Agricole de la Beauce et du Perche (CABEP) par voie administrative. Copies en seront adressées à Monsieur le Maire de la commune de Toury et à M. le Directeur Régional de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement – Centre.

ARTICLE 3 – RECOURS

A – Recours administratif

Le pétitionnaire peut présenter, dans un délai de deux mois à compter de la notification du présent arrêté :

- Un recours gracieux, adressé à M. le Préfet d'Eure-et-Loir, Direction départementale de la cohésion sociale et de la protection des populations, service environnement et nature – 15 place de la République – 28000 CHARTRES,
- Un recours hiérarchique, adressé à M. le Ministre de l'Ecologie, du développement durable des transports et du logement – Direction générale de la prévention des risques – Arche de La Défense – Paroi Nord – 92055 La Défense Cédex.

Le silence gardé par l'administration pendant plus de deux mois sur la demande de recours gracieux ou hiérarchique emporte décision implicite de rejet de cette demande conformément à l'article R. 421-2 du code de justice administrative.

L'exercice d'un recours administratif ne suspend pas le délai fixé pour la saisine du tribunal administratif.

B – Recours contentieux

Le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction.

Il peut être déféré au Tribunal Administratif, 28 rue de la Bretonnerie – 45057 ORLEANS Cédex :

- Par les demandeurs ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle la décision lui a été notifiée,

- Par les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L. 211-1 et L. 511-1 du code de l'environnement dans un délai d'un an à compter de la publication ou de l'affichage de ces décisions. Toutefois, si la mise en service de l'installation n'est pas intervenue six mois après la publication ou l'affichage de ces décisions, le délai de recours continue à courir jusqu'à l'expiration d'une période de six mois après cette mise en service.

Tout recours doit être adressé en recommandé avec accusé de réception.

ARTICLE 4 – SANCTIONS

Faute par l'exploitant de se conformer aux prescriptions du présent arrêté dans le délai imparti, il sera fait application des sanctions administratives prévues à l'article L.171-8 du code de l'environnement indépendamment des sanctions pénales prévues à l'article L514-11.

Article 5 – EXECUTION

Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture d'Eure-et-Loir, Monsieur le Maire de la commune de Toury, Monsieur le Directeur Régional de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement – Centre sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Chartres, le -7 OCT. 2013

POUR COPIE CONFORME

LE PREFET,

Pour le Préfet,
Le Secrétaire Général

Jean-Paul VICAT

